

Pouvoir d'emprunt—Loi

Hier soir, j'étais au Nouveau-Brunswick. J'ai effectué ce voyage en raison d'un autre aspect de la réduction du déficit. Je m'étais rendu dans une localité qui a pour nom Oromocto. J'y ai rencontré environ 200 personnes, des hommes et des femmes, touchées par les récents changements apportés au programme d'assurance-chômage. Tous ces gens-là étaient fort ennuyés et irrités. Leurs propres députés n'étaient pas là. Leurs propres députés conservateurs demeuraient introuvables.

M. Manly: Ils s'entretenaient avec des gens de l'Alberta.

M. Rodrigue: J'ai dit à ces gens-là que pour voir l'un de leurs députés, ils devraient se rendre en Corée du Sud.

M. Corbett: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je sais que le député ne tient pas à induire sciemment la Chambre en erreur. Pour sa gouverne, je tiens à lui signaler que les députés conservateurs dont il a parlé se trouvaient tous les deux à Ottawa, car ils n'avaient pas été invités à assister à cette réunion. Cependant, il y a deux semaines, ils ont assisté à une réunion à laquelle le député lui-même n'assistait pas. Je me demande pourquoi.

• (1650)

M. Rodrigue: Monsieur le Président, je sais que l'un des députés qui devait se trouver à Ottawa assistait il y a deux jours à Frédéricton à l'ouverture de la session du Nouveau-Brunswick.

Si ces gens-là étaient en colère, c'était encore à cause de la volonté du gouvernement de réduire le déficit. La ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) leur a écrit pour leur faire savoir que le gouvernement, obligé qu'il est de réduire le déficit, devait le faire à même le programme d'assurance-chômage. Voilà pourquoi, par suite des changements apportés aux pensions, le gouvernement va soustraire à ce programme 100 millions de dollars. Ces gens-là trouvaient que c'était tout à fait injuste. Ils pensent que le gouvernement les a pris pour cible. Ce qui ne l'a pas empêché d'accorder aux riches Canadiens une exonération d'impôt de \$500,000 sur les gains de capital, exonération qui devrait coûter 1.5 milliard de dollars aux contribuables canadiens d'ici 1990-1991. Ces gens-là avaient bien du mal à le comprendre, ce dont je ne saurais les blâmer. Les libéraux agissaient de même à l'époque où ils constituaient le gouvernement. Ils accordaient une oreille attentive à leurs amis de Bay Street et leur ménageaient des échappatoires, tandis que les Canadiens et les Canadiennes ordinaires se faisaient avoir à tout coup. Les députés d'en face peuvent compter que, si les Canadiens les ont portés au pouvoir comme une vague, ils sauront bien les mettre à la porte aux prochaines élections.

[Français]

M. le vice-président: Questions ou commentaires. L'honorable député de Lévis (M. Fontaine) a la parole.

M. Fontaine: Monsieur le Président, lorsque j'écoute le député de Nickel Belt (M. Rodrigue), je dois d'abord lui donner un certain crédit lorsqu'il nous dit que, pour la première fois depuis plusieurs décennies, nous avons un gouvernement vraiment national.

Quant au reste de sa déclaration, c'est un débit de mots non significatifs. Le député compare le parti conservateur et le parti libéral. Il dit qu'ils ont des positions semblables. Je

devrais l'informer que le parti conservateur est formé d'administrateurs dont l'objectif est de légiférer et d'équilibrer les ressources, les dépenses du pays. C'est un objectif qui avait été oublié. Les libéraux étaient des socialistes. Eux, c'était de dépenser pour les commandes d'épicerie, de dépenser en empruntant davantage et en enlisant le pays dans une dette de 240 milliards de dollars.

Vous, votre rôle, vous êtes des critiqueurs. Vous critiquez toujours et vous ne proposez jamais rien. Il commence à être temps que vous pensiez à proposer des choses. Et vous ne l'avez jamais fait.

Lorsqu'on veut dépenser davantage, vous êtes contre. Lorsqu'on veut économiser davantage, vous êtes contre. Lorsqu'on veut augmenter les impôts, vous êtes contre. Lorsqu'on veut diminuer les impôts, vous êtes contre. Lorsqu'on veut emprunter plus, vous êtes contre. Lorsqu'on veut emprunter moins, vous êtes contre. Ce n'est pas pour rien d'ailleurs, pas encore réveillés et vous ne l'avez jamais fait.

Vous avez cité le journal *The Globe and Mail* et vous lui accordez une certaine crédibilité, et je vais le citer moi aussi. Votre chef se cherche quelqu'un pour le remplacer. Il est «tanné» de jouer un rôle d'acteur et il ne trouve pas parmi les 30 autres qui sont assis là quelqu'un qui est capable de le remplacer. C'est cela votre trouble. Vous n'êtes pas capables de soulever une question importante. Pensez-y! Vous n'êtes pas capables de soulever une question importante, défendez un thème d'une façon constante et continue. Cela devrait être votre rôle de législateurs et vous n'êtes pas encore réveillés et vous ne l'avez jamais fait.

Alors je vous rappelle cela. Et expliquez-le votre thème si vous êtes capable.

[Traduction]

M. Rodrigue: Monsieur le Président, le député dit que le gouvernement conservateur est formé d'administrateurs, de banquiers, de comptables et d'avocats experts en fiscalité.

M. Hnatyshyn: Des gens ordinaires.

M. Rodrigue: Oui, le gouvernement est formé de Canadiens riches ordinaires. Je ne sais pas à quel point les conservateurs sont logiques avec eux-mêmes. Ils ne m'impressionnent pas par leur compétence en administration. Ainsi, le budget présenté en mai 1985 devait désindexer les pensions. Le gouvernement était une véritable girouette sur cette question. Il nous disait que le Programme énergétique national était mauvais. Il a instauré l'Accord de l'Ouest. Il n'a même pas prévu ce que les experts en pétrole ont annoncé six mois d'avance. Il n'a pas prévu ce que les experts disaient ou écrivaient sur l'industrie pétrolière. Il a livré l'économie de l'Alberta toute entière aux caprices des cheiks d'Arabie. Un nouveau cheik vient d'apparaître: le cheik Getty d'Alberta. Il veut entrer dans le cercle. Les autres cheiks ne le reconnaissent pas comme un des leurs parce qu'il a les yeux bleus. Ils savaient qu'il n'avait pas sa place parmi eux. Ils lui ont dit de réduire d'abord sa production avant de se joindre à eux. J'ignore où en sont les conservateurs de ce côté, mais ils se mêlent maintenant des prix du blé. Je veux savoir comment ils s'y prennent. Quelles sont leurs vues? Qu'ont-ils l'intention de faire? Quelles sont leurs projections?